

Section de la Lozère

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames Messieurs les membres de cette CAPD,

Nous souhaitons tout d'abord souhaiter la bienvenue à Monsieur Monneret sur sa fonction de secrétaire général.

Au SE-UNSA, nous avons porté, et nous portons toujours, la nécessité de pouvoir maintenir les écoles et les établissements ouverts autant que possible, tout en anticipant le fait qu'il allait peut-être falloir à nouveau les fermer. Il aura encore une fois fallu attendre la veille de la reprise dans les écoles pour avoir des instructions et des décisions organisationnelles portées à la connaissance de tous.

Le SE-Unsa avait porté la nécessité d'anticiper et d'organiser le distanciel puis la reprise avec les personnels mais aussi les collectivités territoriales et les préfets. Rappelons que le SE-Unsa avait demandé, entre autres, un accès prioritaire à la vaccination, sans limité d'âge, pour tous les enseignants et personnels de l'Education qui le souhaitent et le demande toujours. L'expérience de l'année écoulée devrait servir. Force est de constater que l'anticipation et la collaboration ne sont toujours pas à l'œuvre. Pour être prêts, il ne suffit pas de le décréter ni de le répéter, il faut le préparer. Tenir les semaines à venir est l'objectif commun des enseignants et de l'administration.

Autre sujet qu'il devient nécessaire et indispensable de traiter pour le SE-UNSA : les conséquences de cette crise au long cours pour les personnels. L'accumulation des nombreuses situations de mise en tension depuis maintenant plus d'un an nécessitent que leur employeur se préoccupe des conséquences pour les personnels : personnels privés de leur activité en raison de leur vulnérabilité, personnels contraints de mener des journées et des semaines de travail interminables pour faire face à la gestion des urgences, accompagnement des élèves dans leurs apprentissages et leur orientation mais aussi leur situation sociale, leur santé physique et psychologique, nécessité de s'adapter incessamment aux évolutions des protocoles, nécessité de s'auto-former pour s'adapter à l'enseignement et au suivi à distance des élèves, communication avec les familles, effacement des limites entre vie personnelle et vie professionnelle ... la liste des risques psycho-sociaux auxquels toutes et tous sont exposés est interminable. Nous alertions en début d'année scolaire sur l'état excessivement avancé d'épuisement de nos collègues. Nous sommes désormais passés à un autre stade... Pour le SE-UNSA, il est nécessaire de conduire cette étude d'impacts des effets de la crise sur les personnels de tous les métiers de l'Education et de construire les réponses et régulations nécessaires.

Cette CAPD est particulière, puisque c'est certainement la dernière du genre, en raison de la confiscation de la quasi-totalité des prérogatives des CAP par la loi de transformation de la Fonction Publique. Notre employeur nous avait assuré que, loin de perdre des droits, les personnels seraient mieux accompagnés, et individuellement par ses services. Un an et demi plus tard, nous ne voyons pas grand chose venir. Qu'est-ce qui, dans l'application, parfois zélée, de cette loi a apporté un plus dans le suivi des avancements ? Des promotions ? Des mutations ? Quelle avancée qualitative dans le dialogue social ? Quelle avancée peut-on d'ailleurs attendre quand l'intervention des représentants

des personnels n'est envisagée que dans le cas de recours ? Il ne s'agit pas de remettre en cause la volonté, et encore moins la qualité du travail de nos collègues administratifs, mais, encore une fois, de dénoncer le cadre qui est imposé. La transparence est un des piliers de la démocratie, s'en priver pose question quant à la vision de la gestion des personnels par le Ministère de l'Education Nationale, et plus largement par l'Etat.

Nous avons déjà évoqué, à propos de la loi «pour une école de la confiance» (une autre de ces lois passées en force malgré une opposition forte des agents concernés...) notre souhait d'avoir surtout une école du respect. C'est ce respect qui fait aujourd'hui débat, tant on peine à l'apercevoir. Quelques exemples pour illustrer ce propos : Sur la direction d'école tout d'abord, un sujet sur lequel le ministère s'est pourtant engagé à avancer. Certes, la crise impacte tout le monde, et nul ne peut l'ignorer. Mais justement, les directeurs et directrices ont été mis-es à contribution sans retenue depuis le début de la crise: mise en place des protocoles sanitaires, gestion des cas positifs, des cas contacts, gestion des accueils, gestion des tests, gestion du non remplacement etc... etc...Tout cela dans l'urgence et la précipitation.

Et ils ne sont pas les seuls...Les personnels enseignants, PsyEN, AESH et bien d'autres encore, voient se multiplier les situations dans lesquelles ils se sentent, au mieux, abandonnés par leur Ministère de tutelle; au pire méprisés par celui-ci.

Cette CAPD traitant des promotions et avancements, le SE-Unsa exige que tout collègue soit informé de sa promouvabilité à un échelon ou un grade supérieur, de son résultat de promotion ou de non promotion accompagné des éléments suffisants pour comprendre ce résultat et enfin des voies et délais de recours contre toute décision.

Concernant la Hors Classe, le SE-UNSA rappelle qu'il demande que la génération sacrifiée lors de l'année transitoire de mise en place du PPCR puisse accéder à la révision de son avis pérenne, posé sans rdv de carrière. Le SE-UNSA s'inquiète fortement pour les collègues aux dossiers irréprochables, passés auparavant au grand choix, aux notes excellentes, dont la valeur professionnelle aujourd'hui non reconnue va peser lourd et retarde un passage pourtant mérité à la Hors-Classe. Le SE-Unsa demande, entre autres, une augmentation des contingents de passage à la hors-classe, une révision des critères d'éligibilité au vivier 1 de la classe exceptionnelle afin que plus aucune promotion ne soit perdue, et urgemment cette année et les suivantes avec la création du 7ème échelon HC.